



SNUipp-FSU

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Jeudi 20 novembre, grève unitaire dans les écoles,
à l'appel du SGEN-CFDT, du SE-UNSA et du SNUipp-FSU**

Assez ! Assez de mépris pour les élèves, les enseignants et l'école publique !

Les enseignants des écoles ont participé très nombreux à la manifestation nationale du 19 octobre. Le ministre de l'Education Nationale n'a apporté aucune réponse au mécontentement et aux revendications exprimées.

La limite de l'acceptable est largement dépassée. C'est le métier et l'engagement professionnel des enseignants des écoles au service des élèves qui sont dévalorisés, critiqués et remis en cause en permanence.

Après la parution de programmes à la vision passéiste, plus lourds alors que le temps d'enseignement est réduit de deux heures, aux attaques contre la maternelle et ses enseignants s'ajoutent l'autoritarisme et les pressions tâtilonnes de l'administration sur le terrain. Ce climat de défiance vis-à-vis du professionnalisme et des compétences des enseignants est insupportable.

Pour la première fois dans le premier degré, une augmentation de près de 20 000 élèves s'accompagnera de la suppression de 5500 postes et, sans aucune concertation ou évaluation, de l'annonce de la suppression des réseaux d'aides aux élèves en difficulté.

Qui peut croire un seul instant qu'avec un horaire diminué, des programmes plus lourds, moins d'enseignants, les réseaux d'aides aux élèves en difficulté supprimés, les élèves pourraient mieux réussir à l'école ?

Dans le cadre de la semaine d'action du 17 au 21 octobre, le SGEN-CFDT, le SE-UNSA et le SNUipp-FSU décident d'appeler les enseignants des écoles à faire grève massivement pour :

- ***que cessent le mépris et les mesures unilatérales imposées dans la précipitation et sans aucun dialogue social : EPEP, IUFM, SMA...***
- ***exiger un autre budget qui permette de faire face à la hausse des effectifs et permette une transformation de l'école qui favorise la réussite de tous les élèves.***
- ***le maintien des RASED.***
- ***un véritable dialogue social, le respect des droits syndicaux et du paritarisme.***

Paris, le vendredi 24 octobre 2008.